EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 13 octobre 2020

Monsieur Roland GIBERTI, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 97 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Jean-Marc BLOCCQUEL - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Romain BRUMENT - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Claude FERCHAT - Olivia FORTIN - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHEL - David GALTIER - Audrey GARINO - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Marie MICHAUD - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Franck OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Michèle RUBIROLA - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU - Anne VIAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Marion BAREILLE représentée par Laurence SEMERDJIAN - Marie BATOUX représentée par Audrey GARINO - Sabine BERNASCONI représentée par Laurent SIMON - Patrick BORE représenté par Bernard DEFLESSELLES - Nadia BOULAINSEUR représentée par Gilbert SPINELLI - Valérie BOYER représentée par Sarah BOUALEM - Jean-Marc COPPOLA représenté par Mathilde CHABOCHE - Cédric DUDIEUZERE représenté par Sandrine D'ANGIO - Sébastien JIBRAYEL représenté par Lyece CHOULAK - Anne MEILHAC représentée par Pierre LEMERY - Hervé MENCHON représenté par Prune HELFTER-NOAH - Danielle MILON représentée par Patrick GHIGONETTO - Lisette NARDUCCI représentée par Roland CAZZOLA - Benoît PAYAN représenté par Joël CANICAVE - Christian PELLICANI représenté par Sophie CAMARD - Julien RAVIER représenté par Didier PARAKIAN - Pauline ROSSELL représentée par Jean-Marc SIGNES - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Ulrike WIRMINGHAUS représentée par Saphia CHAHID.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - Corinne BIRGIN - Arnaud DROUOT - Samia GHALI - Bruno GILLES - Eric MERY - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER.

Etaient absents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Eléonore BEZ représentée par Gisèle LELOUIS, à 15h28 - Romain BRUMENT représenté par Doudja BOUKRINE, à 16h30 - Frédéric GUELLE représenté par Marie MARTINOD - Yves MORAIN représenté par Laure-Agnès CARADEC, à 16h30 - Franck OHANESSIAN représenté par Camélia MAKHLOUFI, à 16h30 - Yannick OHANESSIAN représenté par Jessie LINTON, à 16h00.

Signé le 13 Octobre 2020
Reçu au Contrôle de légalité le 18 novembre 2020

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

HPV 003-008/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane

Avis du Conseil de Territoire

HPV 003-13/10/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat. Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ville de Marignane, 8^{ème} ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence compte 33929 habitants. Elle joue un rôle structurant à l'échelle du bassin Ouest de Marseille Provence avec d'importantes densités d'emplois et de populations.

La Ville de Marignane a progressivement construit une politique volontariste en matière de lutte contre l'habitat indigne depuis la mise en œuvre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) en 2012, renouvelé jusqu'en 2025. Ce programme est accompagné de la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement Urbain (OPAH RU) sur le centre-ville, et qui fait l'objet d'une seconde convention, décidée par la Métropole et la Commune en juin 2019, qui cours jusqu'en 2024.

Ces projets ont nécessité jusqu'ici un travail partenarial de lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre du centre-ville via la mise en œuvre de Comités Habitat Indigne bimestriels (CHI).

Aujourd'hui, la commune présenterait encore 1 214 résidences principales présumées indignes (10% du parc). Ces situations d'indignité se retrouvent essentiellement sur le centre-ville, et sur des copropriétés semi-récentes (Parc Saint Louis, Parc Saint Georges, Parc Camoin, Florida Parc...).

Pour traiter activement cette problématique, la Ville a repris en régie en 2017 l'animation de l'action de lutte contre l'habitat indigne et a renforcé ses équipes.

Le traitement de l'habitat indigne et le maintien des marignanais dans des logements décents constitue une priorité communale. De plus, la résorption des situations de mal logement est devenue stratégique pour la Ville, comme pour la Métropole, pour proposer à la population un habitat de qualité et attractif. A cet effet, la formalisation d'un Protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne est apparue indispensable.

Le Protocole Partenarial de Lutte contre l'Habitat Indigne permet aux partenaires de s'engager sur les objectifs suivants :

- **assurer une prise en charge** des signalements adressés par le protocole de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI) par un guichet unique et réaliser un diagnostic technique et sociologique,

Signé le 13 Octobre 2020
Reçu au Contrôle de légalité le 18 novembre 2020

- **mobiliser les procédures adaptées** pour traiter les logements indignes et non décents qui présentent des risques pour la santé et la sécurité des occupants ou des usagers de la voie publique, en recherchant une réhabilitation pérenne des logements et des immeubles concernés par une remise aux normes de décence,
- en cas de défaillance du bailleur, **aider à l'hébergement d'urgence ou au relogement en cas de nécessité** des familles en situation de danger au regard de la santé et de la sécurité. Engager les travaux d'office et recouvrer les créances.

Dans le cadre du « Protocole d'éradication de l'habitat indigne, » la Ville de Marignane s'est engagée à traiter à minima 20 nouveaux signalements par an et les situations portant atteinte à la sécurité. La plupart des situations relèvent d'infractions au Règlement Sanitaire Départemental (RSD).

D'une durée de 3 ans renouvelable, cette convention, que le Conseil Municipal du 30 septembre 2019 a adoptée, permet de faire converger les interventions des différents acteurs de la lutte contre l'habitat indigne et la mobilisation coordonnée de leurs outils.

Cette action portée directement par la Ville de Marignane est aidée par l'État (DDTM) et par l'Agence Régionale de Santé qui mettent en œuvre les pouvoirs de police spéciale en matière d'habitat du Maire et du Préfet, mais aussi de la Maison Départementale de la Solidarité (MDS) et de l'Association Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13).

Les modalités de coopération des différents acteurs sont décrites dans la convention et leur coordination se fait à trois niveaux:

- Un comité de pilotage qui se réunit au moins une fois par an pour établir le bilan de l'année écoulée et approuver les objectifs de l'année à venir.
- Un comité de prévention et de lutte contre l'habitat indigne qui examine en séance bimestrielle, toutes les situations enregistrées, oriente le dossier vers le partenaire compétent et valide le rapport de l'opérateur ou du technicien effectuant les visites.
- Un comité opérationnel renforcé qui se réunit pour mobiliser les expertises des partenaires et décider des scénarios d'intervention.

La Métropole est signataire de cette convention au titre de sa compétence relative à l'habitat, et suite à sa délibération du 13 décembre 2018 adoptant une stratégie de lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, aux côtés des communes.

La Métropole a approuvé le 24 octobre 2019 le Protocole d'éradication de l'habitat indigne élaborée par la Ville de Marignane qui associe les acteurs sanitaires et sociaux.

Par ailleurs, la mise en place concomitante de l'OPAH RU II du centre ancien de Marignane et du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » pilotés par la Métropole permettra de donner les moyens de réhabiliter les logements identifiés dans le cadre de ce partenariat.

L'avenant numéro 1 au Protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane porte sur l'intégration du Conseil départemental des Bouches du Rhône en tant que partenaire institutionnel supplémentaire tout en maintenant les engagements partenariaux. L'ensemble des partenaires signataires du protocole maintiennent leurs engagements contractuels définis dans le protocole d'éradication de l'habitat indigne signé le 27 novembre 2019 (cf annexe).

Le 13 décembre 2019, la Ville de Marignane a été officiellement saisie par le Conseil départemental des Bouches du Rhône pour intégrer ce protocole partenarial de lutte contre l'habitat indigne. Ainsi, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône s'engage via La Maison Départementale de la Solidarité (MDS) à :

- participer aux Comités bimestriels et aux Comités de Pilotage annuels et travailler en partenariat

Signé le 13 Octobre 2020
Reçu au Contrôle de légalité le 18 novembre 2020

sur les actions engagées,

- partager les données relatives aux ménages accompagnés dans le respect des règles de confidentialité,
- travailler en partenariat de projet avec les membres du Comité de Prévention et de Lutte contre l'Habitat indigne (CPLHI).

Le Conseil départemental des Bouches du Rhône a approuvé cet avenant lors de sa commission permanente du 24 juillet 2020 .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le 13 Octobre 2020
Reçu au Contrôle de légalité le 18 novembre 2020

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence

Roland GIBERTI